

## FRAUDE ÉLECTORALE

## Les candidats accusent Teguia

**Les adversaires de Bouteflika n'hésitent pas à accuser le coordinateur de la Commission politique nationale de surveillance de l'élection présidentielle (CPNSEP) d'avoir étouffé toute tentative de dénonciation de la fraude électorale. Les staffs de campagne de Ali-Fawzi Rebaïne, Djahid Younsi et Mohamed Saïd préparent un mémorandum sur les dépassements enregistrés le jour du scrutin.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - La Commission politique nationale de surveillance de l'élection présidentielle a-t-elle joué un rôle contraire à sa mission initiale ? Les représentants des adversaires de Abdelaziz Bouteflika en sont intimement convaincus.

Aïssa Belmaki, directeur de campagne du candidat Ali-Fawzi Rebaïne, estime que la CPNSEP a servi à donner une apparence de légalité et de régularité au scrutin présidentiel. «C'est très simple, cette commission n'a rien d'indépendant. Elle a été installée pour occulter toute plainte qui viendrait dénoncer un dépassement. Cette commission a servi à donner une apparence de légalité et de régularité, c'est tout. Le pouvoir a eu tout en main», explique-t-il. Selon lui, les blocages ont débuté dès le début de la cam-

pagne. «Depuis son lancement officiel, nous avons introduit un cinquantaine de recours, mais seuls quatre ont été retenus. Tout a été dilué. La même stratégie a été appliquée au niveau des commissions de wilaya dont les coordinateurs sont des fonctionnaires à la solde de l'administration.» Parmi les dépassements constatés, Aïssa Belmaki évoque de nombreux cas de bourrage d'urnes ainsi que des menaces et insultes proférées à l'encontre des représentants des adversaires de Bouteflika.

Quant aux «observateurs étrangers» dépêchés pour superviser le bon déroulement de l'élection, Belmaki a préféré les comparer à «des touristes pris en charge par le pouvoir».

Djamel Benzyadi, directeur de campagne de Mohamed Saïd, dresse un



«Teguia et sa commission n'ont aucune prérogative.»

constat tout aussi sévère de l'action de la CPNSEP. «A l'origine, le problème réside dans le fait que le coordinateur de la Commission politique nationale de surveillance de l'élection présidentielle est désigné par un candidat. Il y a également la présence en force de partis politiques qui n'ont pas officiellement de candidat. Nous sommes en droit de demander ce qu'ils font au

sein de cette instance», explique-t-il. A propos des dépassements, Benzyadi affirme que son staff a déposé une multitude de plaintes mais que la plupart ont été rejetées «faute de preuve».

«La quasi-totalité de nos délégués ont été mis à la porte des centres de vote. Nous sommes donc dans l'impossibilité de présenter des preuves concrètes à part les témoi-

gnages de nos représentants. Par contre, il y a des faits qui ne trompent pas. Je peux vous citer les exemples des daïras de Oueld-Djallel, Tolga et Sidi-Khaled (wilaya de Biskra) où on retrouve les mêmes taux de participation. Dans ces circonscriptions, les résultats de trois candidats sont exactement identiques. L'administration s'est contentée de faire du

copié-collé. Et cela n'est qu'un échantillon puisque cette stratégie a été reproduite à l'échelle du pays.»

Djamel Benabdesslem, cadre d'El-Islah et directeur de campagne de Djahid Younsi, se veut plus réaliste. «Nous savons que Teguia et sa commission n'ont aucune prérogative. La preuve, toutes nos plaintes n'ont pas été prises en considération.

Nous avons donc introduit des recours officiels auprès du Conseil constitutionnel. Nous disposons de preuves concrètes sur le bourrage des urnes qui a été organisé dans tout le pays», précise Djamel Benabdesslem.

D'après lui, les directions de campagne de Ali-Fawzi Rebaïne, Djahid Younsi et Mohamed Saïd travaillent actuellement à l'élaboration d'un mémorandum sur l'élection du 9 avril.

«Ce document comportera tous les cas de fraude qui ont été enregistrés ainsi que les véritables taux de participation et les résultats obtenus par chaque candidat», note Benabdesslem.

T. H.

## ILS ANNONCENT LA CRÉATION DU MOUVEMENT POUR LA PRÉDICATION ET LE CHANGEMENT

# Les adeptes de Menasra claquent la porte du MSP

**Des membres de la direction du MSP, connus pour avoir été très proches de Nahnah, ont annoncé hier la création du «Mouvement pour la prédication et le changement». Ce mouvement est le prélude à la naissance d'un parti politique. Cette dissidence est expliquée par le groupe mené par Ahmed Dane, Abdelmadjid Menasra, Farid Hebaz, comme une réaction aux «dérives» du parti de Aboudjerra Soltani. Les proches de ce dernier parlent de «coup médiatique» sans incidence sur le parti.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Dans un document signé par une quarantaine de cadres du MSP et intitulé «déclaration constitutive», les contestataires expliquent que leur référence est la ligne de conduite de feu Mahfoud Nahnah. Interrogé hier sur l'avenir de ce «mouvement», Ahmed Dane a indiqué que «la mobilisation des enfants du MSP le déterminera».

En attendant, les signataires estiment que les dérives flagrantes de la direction du MSP et la violation répétée des principes mis en place par Nahnah les ont poussés à appeler à cette réunion constitutive.

Les débats ont abouti à un diagnostic très critique des pratiques du MSP menées par son actuel président. Les signataires estiment, en effet, que certaines décisions prises par la direction du MSP sont non seulement une «grave déviation de la ligne tra-

cée par Nahnah», mais constituent également une «aventure aussi bien pour le parti que pour le gouvernement». Les dissidents reprochent au parti d'avoir «perdu son âme» à tel point que «ses enfants s'y sentent étrangers». Pire encore, la direction est accusée d'avoir à plusieurs reprises violé les textes fondateurs du parti et les résolutions du quatrième congrès. Aux dires des contestataires, la direction du MSP a marginalisé de manière abusive plusieurs cadres, s'est immiscé dans les affaires internes des associations satellitaires du parti et a semé «la fitna» dans les rangs des militants.

Conséquence de cette situation, expliquent les frondeurs, le parti a perdu toute lisibilité à l'intérieur et à l'extérieur. Face à cette situation, les signataires du communiqué préconisent une solution radicale : quitter le parti

car, disent-ils, toutes les voies du dialogue sont fermées. Comme alternative, ils recommandent un retour aux sources et aux principes défendus par Nahnah. Le mouvement qu'ils viennent de créer ils le veulent «d'aspiration islamique, modéré, basé sur la choura». Dans un premier temps, la priorité sera donnée «aux affaires internes». L'appel est lancé à tous les «enfants du MSP» encore fidèles au message de Nahnah afin de grossir les rangs du mouvement en question. Ce dernier n'est au final que l'expression d'une bataille intestine qui mine le parti depuis de longs mois.

Les opposants à Soltani avaient laissé éclater leurs divergences au grand jour lors du dernier congrès au lendemain duquel Soltani avait eu des mots durs pour Menasra. Soltani n'avait pas hésité à qualifier son rival de «candidat du Makhzen» et de l'accuser d'avoir tenté «un coup de force en utilisant la famille du cheikh Nahnah, les membres fondateurs et les Frères musulmans».

Interrogé hier, un proche de Soltani a indiqué que «ce qui arrive n'était pas notre souhait. J'espère que ce n'est qu'une petite manipulation médiatique».



Abdelmadjid Menasra.

Ajoutant : «Je crois que ce qui arrive est dû au désaccord que le parti traîne depuis une année. Nous vivons sur un conflit qui

tarde à trouver une solution. J'espère que cela s'arrêtera à ce stade.» Affaire à suivre...

N. I.